

# révoltes

5 avril 2008

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : [revoltes-presse.fr](http://revoltes-presse.fr)

**CONTRE LES EXPULSIONS DE JEUNES, D'ÉTUDIANTS, DE TRAVAILLEURS SANS PAPIERS !**

**UNITÉ DES ORGANISATIONS DE LA JEUNESSE, DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES  
(syndicats CGT, FO, FSU et partis PS, PCF) :**

**POUR L'ABROGATION DE LA LOI HORTEFEUX ET DE TOUTES LOIS RÉPRESSIVES!**

Alors que le résultat des cantonales et des municipales constitue une défaite pour Sarkozy, pour l'UMP, pour Bayrou et pour le Modem, contrôles au faciès, convocations pièges en préfectures, rafles, fichage, enfermement dans des centres de rétentions, brutalisations et expulsions se poursuivent...

Depuis 2002, pas moins de cinq lois ont été votées permettant chaque jour l'arrestation de travailleurs immigrés, d'étudiants, de lycéens et leur expulsion par la police de Sarkozy. Ordre est donné aux préfets de réaliser 26 000 expulsions en 2008.

Les lois Chirac-Sarkozy I et II du 26 novembre 2003 et du 24 juillet 2006 (loi CESEDA) ont créé un fichier des sans papiers, abrogé les possibilités de régularisation des sans papiers résidant depuis 10 ans en France, créé autant de types de cartes de séjours que de contrats précaires, mis en cause le droit d'asile (seuls les résidents des États non alliés des impérialismes, considérés comme « non sûrs » par l'UE, peuvent prétendre au droit d'asile)... La loi Hortefeux, votée en juillet 2007, établit des listes de métiers, discriminant travailleurs provenant de l'Union européenne et travailleurs du reste du monde.

Et Sarkozy veut aller plus loin : introduire un système de quotas d'immigrés selon l'origine géographique, accentuant ainsi l'exploitation de la main d'œuvre des pays dominés (qui s'ajoute au pillage des ressources naturelles de ces pays et à leur endettement organisé ...) ; il veut une juridiction d'exception afin de faciliter les expulsions et allonger à 18 mois les possibilités d'enfermement dans des centres des « indésirables » à l'échelle de l'Union européenne.

Cette criminalisation de l'immigration et de l'émigration génère un important trafic de main d'œuvre émigrée. Des centaines de milliers de travailleurs sans papiers sont « employés » clandestinement par le patronat, dans les industries, les exploitations agricoles, les services... et féroce exploités ! Et sous la pression de l'impérialisme français, certains États (Maroc...) considèrent comme un crime que leurs ressortissants cherchent à émigrer. De fait, pour ces jeunes, ces travailleurs, leur pays devient une prison, alors même que la misère de ces pays est le produit de la politique des impérialismes.

## **Une machine de guerre contre toute la jeunesse, contre tous les travailleurs.**

Dans certains secteurs (par exemple, pour la main d'œuvre qualifiée : informaticiens, cadres technico-commerciaux, personnels des établissements de recherche...), la bourgeoisie considère que la main d'œuvre est trop chère. Les travailleurs étrangers ayant moins de droits que les travailleurs français, le gouvernement favorise la venue de cette main d'œuvre bon marché et malléable. Ainsi le gouvernement instrumentalise l'immigration pour développer sa politique de destruction des acquis ouvriers. Accroître la pression sur les salaires, sur les acquis codifiés dans les conventions et statuts collectifs ; faire diminuer la valeur de la force de travail, voilà l'objectif de l'immigration « choisie ».

Les travailleurs étrangers sont utilisés comme des boucs émissaires afin de diviser les rangs de la classe ouvrière et de la jeunesse. On oppose Français et étrangers, bons immigrés « intégrés » et « mauvais » immigrés, étrangers en situation régulière et sans-papiers...

Sarkozy reprend le vieux réflexe « national-sécuritaire » (fin XIXème siècle, Barrès dénonçait « l'ennemi de l'extérieur » et « l'ennemi de l'intérieur » : l'immigré, le fonctionnaire, les ouvriers grévistes...).

Sarkozy s'inscrit dans la continuité de l'ultranationaliste et xénophobe Barrès et multiplie les lois répressives. Son seul objectif : faire vivre dans la peur permanente l'ensemble des étudiants, des travailleurs sans papiers et de leurs familles. Il s'agit de terroriser, de diviser, d'empêcher toute organisation : ainsi dans les écoles, les enseignants, les voisins qui cachent les enfants sont menacés de poursuites... Au-delà, il faut faire étalage des forces de police, réprimer les conflits sociaux : nombre d'étudiants qui ont participé à la mobilisation contre la LRU sont aujourd'hui soumis à des poursuites disciplinaires et judiciaires.

Voilà pourquoi Sarkozy multiplie les lois répressives.

### **Unité contre les expulsions ! Unité contre les lois répressives !**

Des campagnes sont engagées par des associations, par les syndicats pour la défense des sans papiers. Certes, il faut mener le combat pour la défense individuelle des travailleurs, des jeunes menacés d'expulsion (et à cette échelle, on peut s'appuyer sur tous les arguments juridiques possibles).

Mais peut-on en finir avec cette politique en acceptant de facto la loi Hortefeux (ainsi la direction nationale de la CGT demande une commission nationale de régularisation, pour « une application non discriminatoire » d'un aspect particulier de la loi Hortefeux) ? Et peut-on en finir avec cette politique en prônant « l'immigration partagée » comme le propose le PS ? Ou en demandant à Sarkozy de faire « d'autres choix » ainsi que le fait le PCF (et le PS) ?

Demander à Sarkozy de changer de politique, au lieu de le combattre, c'est lui permettre de poursuivre son offensive. En finir avec cette politique exige d'imposer que les organisations de la jeunesse, les dirigeants du PS et du PCF, des syndicats reprennent à leur compte les revendications des travailleurs et de la jeunesse :

#### **Unité contre toutes les expulsions et pour la fermeture des centres de rétention!**

Au-delà, contre cette politique réactionnaire, il faut que l'unité se réalise sur les objectifs suivants :

- **Régularisation de tous les sans papiers !**
- **Mêmes droits pour tous les travailleurs et tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité, incluant le droit de vote (sans restriction) à toutes les élections !**
- **Liberté de circulation des travailleurs !**
- **Possibilité pour les travailleurs immigrés de faire venir leur famille ; droits au logement,**
- **Égalité de salaire, et des droits sociaux ; droit effectif à l'école pour leurs enfants...**

Mais défendre réellement ces mots d'ordre implique de combattre la politique actuelle de Sarkozy, de l'UMP et du Modem, laquelle se concrétise dans les lois votées.

La loi Hortefeux, organise l'immigration « choisie », au service du patronat ; elle est totalement réactionnaire :

### **Abrogation de la loi Hortefeux !**

#### **Abrogation des autres lois réactionnaires, en premier lieu : lois Chirac-Sarkozy I et II du 26 novembre 2003 et du 24 juillet 2006 !**

Le résultat des dernières élections constitue un point d'appui pour la mobilisation contre la politique de Sarkozy, pour en finir avec cette politique et ce gouvernement. Mais cela implique de combattre pour imposer aux organisations de la jeunesse, au PS, au PCF, aux dirigeants syndicaux qu'ils reprennent à leur compte les véritables revendications des travailleurs et de la jeunesse ; qu'ils cessent toute forme de collaboration à la politique de Sarkozy, réalisent l'unité contre ce gouvernement.